

Lancement officiel de FinScope,
une enquête pour mieux
connaître les MPME en Haïti

Booster les micro, petites et
moyennes entreprises: un
impératif pour la relance
économique en Haïti

Forum des Entrepreneurs: les
MPME et les femmes dans le
viseur du Gouverneur de la
BRH

2020 -2030 Une décennie d'action

DevHaïti[©]

Le Magazine du développement

Inclusion financière: zoom sur les MPME...



7^e édition

DU SOMMET DE LA

finTECH
29 AVRIL 2022 **HAÏTI**

THÈME :

**LA MONNAIE ÉLECTRONIQUE
POUR ACCÉLÉRER LA NOUVELLE
ÉCONOMIE EN HAÏTI**

ORGANISÉ PAR :



Contact : hey@profitconsultgroup.com

Une production:



AHJEDD
Association Haïtienne de Journalistes
Économiques pour le Développement Durable



Ont contribué à ce numéro:

Kattia JEAN FRANÇOIS, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Lovensky SALOMON, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Claudine ANDRÉ, Bélony BIEN-AIMÉ.

Pour un véritable accompagnement des MPME en Haïti

Une fois n'est pas coutume, les autorités publiques en Haïti ont décidé de témoigner de l'intérêt aux micro petites et moyennes entreprises, poumon de toute économie. Ici et ailleurs dans le monde. Si on ne peut que saluer cet intérêt tant attendu, il est toutefois trop tôt pour s'en réjouir. De peur de ne pas tresser trop tôt des louanges pour une probable opération cosmétique dans laquelle nos dirigeants sont de vrais maîtres en la matière.

A travers l'enquête FinScope Haïti 2022 lancée en grande pompe début février, le ton semble être donné pour un projet de renforcement de l'écosystème des MPME à travers le pays. Il s'agit avant tout, en toute logique, de combler la défaillance du système d'information sur le secteur des MPME. Car, comment prétendre agir efficacement dans un secteur particulier sans disposer de données clés sur ledit secteur ? Cela à coup sûr reviendrait à remplir le tonneau des Danaïdes.

Par le passé, des débats engagés par la BRH lors des forums sur l'entrepreneuriat ont permis d'établir l'effet néfaste notamment de la défaillance du système d'information sur le secteur des MPME sur l'accès au crédit de ces agents économiques. En ce sens, le principal résultat attendu de cette enquête FinScope MPME consiste à offrir à toutes les parties prenantes concernées un cadre complet d'information sur les micro petites et moyennes entreprises formelles et informelles, de manière à faciliter une meilleure exploitation et une optimisation du développement du secteur.

A n'en pas douter, cette étape nécessaire dans le projet de renforcement de l'écosystème des MPME est loin d'être suffisante. L'accès au crédit n'étant pas le seul aspect de blocage à la croissance des MPME en Haïti. Il va falloir agir sur les sempiternelles causes structurelles qui freinent toujours

l'élan et le développement des MPME en même temps qu'on collecte les données sur leur mode de fonctionnement ainsi que sur tous les défis auxquels elles sont confrontées.

Une piste de solution potentielle à explorer par les autorités qui souhaitent vraiment s'atteler au renforcement de l'écosystème des MPME demeure la réduction de la grande informalité généralisée dans laquelle il évolue depuis des lustres via des politiques publiques adaptées. Faciliter l'octroi de la patente, démocratiser l'accès au crédit pour les femmes entrepreneures, renforcer les capacités de gestion des responsables des MPME... sont autant de chantiers ouverts auxquels les autorités compétentes devront s'attaquer une fois l'enquête FinScope complétée.

Le jeu en vaut largement la chandelle quand on sait que les MPME représentent le moteur de croissance par excellence de l'économie réelle. Grand pourvoyeur d'emplois, les MPME parviennent aisément à contribuer à 60% environ dans l'économie de certains pays, dont les États-Unis en particulier. Faute de statistiques fiables, nous ne pouvons pas préciser avec exactitude le poids des MPME haïtiennes dans l'économie nationale. Une lacune qu'il va falloir combler à l'avenir pour une prise en main effective du secteur.

Lancement officiel de FinScope, une enquête pour mieux connaître les MPME en Haïti

Lancement le mardi 1er février 2022 à l'hôtel Karibe Convention à Pétion-Ville, de FinScope, une enquête visant à recueillir des informations sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) fonctionnant en Haïti en vue de faciliter une meilleure inclusion financière des agents économiques. Cette activité a eu lieu dans le cadre de la tenue du forum des Entrepreneurs qui s'est tenu du 1er au 3 février 2022 autour du thème « Vers une relance économique plus résiliente ! ».



Photo crédit: fondationemmaus.org

Sous le haut patronage du comité de coordination de la stratégie nationale d'inclusion financière présidée par le ministère de l'Économie et des Finances (MEF), avec le support financier de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque de la République d'Haïti (BRH) a procédé le mardi 1er février 2022 au lancement de l'étude FinScop - MPME – Micro, petites et moyennes entreprises à travers ce forum se déroulant en présentiel et à distance

« Il s'agit d'attaquer la défaillance du système d'information sur le secteur, un secteur très important, un secteur capital, qui est le secteur des entrepreneurs à travers les micro, moyennes et petites entreprises ». C'est ce qu'a fait savoir d'entrée de jeu, Patrick Saint-Pré, maître de cérémonie et journaliste économique pour cadrer l'événement du jour. « Il n'est point à démontrer

combien ce secteur est important pour l'économie réelle d'un pays ». Le lancement de cette étude, la première du genre en Haïti, vise à réduire l'asymétrie dans la disponibilité de l'information pour une meilleure prise de décision avec des données clés en main.

Un pas important vers la production de données fiables

Selon le gouverneur de la Banque centrale, Jean Baden Dubois, cette enquête prévoit d'offrir au secteur public, privé et universitaire, entre autres, un cadre complet d'information sur les micro, petites et moyennes entreprises qui évoluent tant dans l'informel que dans le formel, de manière à élaborer des politiques afin de faciliter une meilleure exploitation et une optimisation du développement du secteur.

L'activité s'articule autour d'un triple couplet complexe, croit M. Dubois. D'abord, il s'inscrit dans le cadre des préoccupations non seulement du gouvernement, mais aussi de la Banque centrale visant à entreprendre un ensemble d'activités dans une perspective de relance économique plus résiliente à travers la stimulation de l'investissement issu d'un renforcement de l'écosystème des MPME.

«Ensuite, il s'agit d'appréhender l'inclusion financière dans le contexte de l'offre, dans le sens de l'accès des MPME aux services financiers, en particulier, au crédit en fonction des informations que disposent les créditeurs du système sur ce secteur», a-t-il souligné, ajoutant que les résultats de l'étude viendront renforcer le travail du bureau d'information.

En dernier lieu, l'activité s'inscrit dans une démarche d'informer la population et des acteurs du secteur privé, notamment ceux des MPME sur la réalisation de ces enquêtes pour lesquelles leur collaboration est d'importance. *«Il s'agit d'un pas important vers la production de données statistiques fiables et récentes sur le secteur des MPME à l'intention entre autres, du milieu des affaires, du secteur financier, des entrepreneurs, des investisseurs nationaux et internationaux, des organisations internationales, de la coopération technique et financière. À l'intention des chercheurs, des universitaires et du grand public en général»*, a-t-il ajouté.

Ce forum, selon lui, revêt d'une importance capitale pour les MPME. *«Le développement d'un pays et l'emploi dans un pays passent obligatoirement par les micro, petites et moyennes entreprises »*, a fait savoir le gouverneur de la BRH dans son allocution, rappelant qu'en Haïti, nous avons une multitude de MPME, malheureusement non répertoriées. *« Par conséquent, non supportées»*, regrette M. Dubois, ajoutant que ce forum offre l'occasion de mettre en valeur les MPME qui travaillent dans tout le pays à fournir des emplois et à soutenir la production nationale. Le Forum participe pleinement à la promotion de la stratégie de l'inclusion financière et du plan national d'éducation financière.

Les MPME fournissent 80% des emplois en Haïti

Pour Christopher Cushing, représentant de l'USAID en Haïti -partenaire financier de l'enquête FinScope - cette étude aidera les MPME des zones rurales à trouver des capitaux dont elles ont besoin pour fonctionner. *«Les MPME sont une composante essentielle de l'économie haïtienne, puisqu'elles fournissent plus de 80 % des emplois du pays»*, a fait savoir M. Cushing dans son intervention.

Il rappelle que son institution a, au cours des dix dernières années, aidé plus de 12 mille MPME à accéder à des prêts pour pouvoir démarrer. Pour lui, l'activité vise à augmenter la capacité des ménages et des MPME, mal desservies dans les zones rurales à mieux gérer leurs affaires et à accéder aux services financiers. *«Cette enquête fournira au grand public et au secteur privé une base de références crédibles pour le développement des politiques publiques et des produits d'inclusion financière»*.

M. Cushing estime que l'enquête donnera également un aperçu des obstacles dans la croissance du marché. Elle fournira des données nécessaires pouvant aider des programmes futurs.

De son côté, le ministre de l'Économie et des Finances, Michel Patrick Boisvert, qualifie d'un nouveau pas dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens, la tenue de cette cérémonie de lancement d'activités dans le cadre de l'inclusion financière de la population haïtienne. *«Les MPME constituent le pivot de la vie économique. Il existe une corrélation positive entre le niveau de l'inclusion financière et celui de la pauvreté dans les différentes régions du pays»*, révèlent les constats dont il fait état.

La crise sanitaire qui a forcé la mise aux arrêts de l'appareil productif, la dégradation du climat des affaires, la détérioration de la situation sécuritaire du pays et les impacts du séisme du 14 août 2021 qui a dévasté la péninsule sud - autant de situations qui ont compliqué la vie économique ces dernières années.

«L'enquête FinScope exprime la volonté du gouvernement et de ses partenaires de travailler ensemble pour doter le secteur public de données susceptibles de guider sa politique publique», a-t-il dit, rappelant que l'actuelle étude vise à mettre en évidence les possibilités de financement dans le secteur mais aussi aider à renforcer les interactions entre les différents acteurs de l'écosystème en offrant un cadre de référence pour des discussions autour des défis et des opportunités d'affaires.

«Il est clair que l'enquête trouve sa pleine justification dans la nécessité d'augmenter le revenu de nos entrepreneurs afin de les aider à s'extirper de ce cycle vicieux de la pauvreté avec incidence sur le niveau global de l'inclusion financière dans le pays. Vice-versa», fait-il savoir.

Il soutient qu'une équipe de pilotage a été mise sur pied pour superviser la conception et l'exécution de l'enquête. Le comité est co-présidé par la BRH et la USAID. Il comprend notamment, à titre de membres: le MEF, le ministère du Commerce (MCI), la Direction générale des Impôts (DGI), le Centre de Facilitation des Investissements (CFI), la SOFIHDES, la FDI, et le CTPEA.

Mettre en exergue les contraintes du système

Pas moins de 4 mille MPME vont participer à cette étude. «Le secteur informel sera en partie cartographié donnant ainsi une vue plus claire sur 60 à 80 % de notre économie», a fait savoir le ministre de l'économie et des finances, Michel Patrick Boisvert. «La stratégie que nous poursuivons vise spécialement, les entrepreneurs non seulement pour les amener à s'enregistrer, mais surtout les porter à s'approprier réellement d'une manière de faire qui tienne compte des méthodes de fonctionnement modernes et rationnelles capables».

Pour sa part, le Premier ministre, Dr Ariel Henry, a affirmé que les résultats de l'enquête devront fournir une photographie réelle de la situation du secteur des MPME, important dans notre issue économique. «[Elle doit] mettre en exergue les contraintes qui freinent leur développement et proposer des solutions pertinentes qui nous

permettront d'avancer vers une relance économique plus résiliente», a-t-il indiqué.

De l'avis du chef du Gouvernement, de ce résultat dépendra, la pertinence des politiques publiques qui seront définies en vue de nous engager résolument sur la voie de l'amélioration de l'inclusion financière en Haïti. L'étude lancée revêt une importance capitale non seulement pour les chercheurs, le secteur financier, l'université, les pouvoirs publics, mais aussi pour ses partenaires techniques et financiers internationaux, a expliqué Dr Ariel Henry.

L'efficacité de la prise de décision en matière de politiques publiques ou de renforcement de capacités dans un secteur est bien souvent en fonction de la qualité des données statistiques disponibles dans ce secteur, a-t-il affirmé. «Des personnes pauvres ou à faible revenu, en particulier, les femmes, les jeunes et les habitants des zones rurales sont les plus exclus. Elles sont obligées de recourir à des mécanismes informels, moins fiables et souvent très coûteux pour gérer leur besoin financier», critique le PM.

Toutefois, il admet qu'il reste beaucoup à faire pour arriver à réduire sensiblement le nombre des compatriotes qui sont financièrement exclus. Aussi dit-il attendre beaucoup des résultats de l'étude lancée lors de ce forum. «La rupture passe aussi par l'inclusion financière de nos compatriotes exclus qui sont les oubliés du secteur financier», a-t-il rappelé.

Les débats engagés lors des deux derniers forums sur l'entrepreneuriat organisés par le Comité de Coordination et de Suivi de la Stratégie nationale d'inclusion financière ont mis l'accent sur la défaillance du système d'information sur le secteur des MPME. Une situation qui compromet l'accès aux crédits à des agents économiques du secteur.

L'enquête sera réalisée par le FinMark Trust et le Diagnostic & Development Group S. A, les deux firmes gagnantes de l'appel d'offres. Les deux représentants de ces institutions, respectivement Abel Mostomi et Isnel Percival, ont présenté la méthodologie de la collecte de l'information de l'enquête au cours de la journée de lancement.

L'étude fait suite à l'enquête d'envergure FinScope 2018 qui a permis de comprendre les lacunes à combler en matière d'inclusion financière en Haïti au niveau des ménages où 46 % de la population n'a pas accès au moins à un service financier.

L'étude a été lancée en présence du Premier ministre Dr Ariel Henry; Christopher Cushing,

Représentant de l'USAID ; le ministre de l'Économie et des Finances Michel Patrick Boisvert; des membres du gouvernement; le Secrétaire général de la présidence ; le directeur du cabinet du Premier ministre et des membres du Conseil d'administration de la BRH dont le gouverneur Jean Baden Dubois.

Booster les micro, petites et moyennes entreprises: un impératif pour la relance économique en Haïti

Organisée à l'initiative de la Banque de la République d'Haïti (BRH) et de l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID), le forum des entrepreneurs s'est déroulé dans un hôtel à Pétion-Ville, début février 2022. Le forum entend relancer l'économie haïtienne à travers les Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) autour du thème «Vers une relance économique plus résiliente!».

Le gouverneur de la Banque centrale, Jean Baden Dubois, a plaidé le mercredi 3 février 2022 pour la relance des activités économiques en Haïti au travers la mise en valeur des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) lors de la 2e journée du forum des Entrepreneurs tenu du 2 au 4 février 2022 axée sur les leçons apprises du projet Booster MPME du CNFA: Le Demo Day.

«Si l'on admet que la relance économique plus résiliente passe par le financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), il n'en demeure pas moins qu'il y a un réel besoin pour que les idées d'entreprise soient mieux exploitées et deviennent des entreprises légalement reconnues et opérationnelles», a affirmé Jean Baden Dubois, gouverneur de la Banque centrale dans son discours de circonstance.

Selon M. Dubois, les idées d'entreprises ne demandent qu'un espace pour être présentées et aussi un accompagnement professionnel susceptible de les aider à se développer.

Nous avons fait un appel à projets afin de primer 12 propositions d'entreprises. Nous avons reçu 1 700 propositions en 7 jours. Après 6 mois d'accompagnement, les plus entrepreneuriales sont prêtes à



Banque de la République d'Haïti (BRH)

Photo crédit: Le Nouvelliste

intégrer l'écosystème financier, s'est réjoui le gouverneur tout en admettant que le besoin de booster les MPME soit réel.

Un besoin que la Confédération de Suisse comprend bel et bien. «La confédération de Suisse dans sa politique de coopération internationale accorde une place importante au développement économique et au bon fonctionnement du secteur financier dans les pays partenaires», a fait savoir Fabrizio Poretti, chargé d'affaires de la Confédération. Un intérêt de

la Suisse qui manifeste son engagement dans les domaines du développement économique et de l'emploi afin de lutter contre la pauvreté.

«L'objectif est de permettre à des ménages, des paysans et des petites entreprises de faible revenu d'accéder à des services financiers basés sur des principes de responsabilités et de durabilité», a déclaré M. Poretti dans son allocution.

Des MPME respectant les normes avant tout

Selon James Monazard, directeur général du ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), l'accompagnement ne peut se faire qu'avec des entreprises légales. Intervenant dans un panel aux côtés d'autres acteurs étatiques, il est d'avis que les entreprises doivent suivre des procédures légales.

«Quand l'idée d'entreprise est devenue concrète, il faut se diriger au prime abord au MCI. La seule institution légale pouvant donner une reconnaissance aux institutions commerciales qu'elles soient des sociétés en nom collectif, en commandite ou par action. L'enregistrement se fait dans l'objectif d'avoir un nom commercial», a-t-il précisé.

De son côté, Lubonheur Loredant, directeur général adjoint de la Direction générale des Impôts (DGI), autre panéliste de la deuxième journée du forum, a informé que pour avoir une patente de l'institution, le passage au MCI est obligatoire. *«Les entreprises ont pour obligation de se présenter avec un certificat du ministère du Commerce et de l'Industrie afin d'avoir une patente. Ensuite, elles auront à payer deux types d'impôts», a précisé Monsieur Loredant.*

La quête de projets lancée par la BRH au cours de l'année 2020 avec le concours des initiatives innovantes a permis de dénicher 97 perles dans l'écosystème des startups. Ainsi, la première partie du second jour de l'événement était réservée à la constitution d'un portrait de l'écosystème des startups en Haïti.

Le principal défi a consisté à s'attaquer aux obstacles de formation des ressources humaines auxquels font face les porteurs des projets d'entreprises avant de les orienter vers les institutions financières. À travers le projet CNFA financé par la Coopération suisse, la BRH, à la suite d'une

collaboration fructueuse avec des firmes d'encadrement de la place, offre un modèle de partenariats publics-privés pertinent pour le renforcement des services de coaching et d'encadrement aux petites et moyennes entreprises.

Cette initiative souhaite faciliter le renforcement de capacités et la montée en compétences du personnel des MPME et leur cheminement vers le succès. Dans un contexte de reprise économique post-Covid de tremblement de terre dans les départements de la Grand-Anse, des Nippes et du Sud, la création d'emplois à travers la mise en place et le renforcement des MPME en termes de registres financiers peuvent contribuer de façon considérable à la création d'emplois et la génération de croissance particulièrement dans les zones les plus touchées, croient les organisateurs.

Jeunes entreprises et firmes d'expertises: une alliance efficace

Youseline Vital et Maxime Pierre ont été les jeunes entrepreneurs les plus remarquables parmi ceux qui ont participé à l'appel à propositions d'entreprises, lancé par la Banque de la République d'Haïti (BRH). Ils font partie des 12 gagnants de la première cohorte.

Mme Vital est la directrice artistique de Payèt Design qui existe depuis 2018. *«C'est une compagnie qui crée des tableaux avec des tissus, des perles, du bois... Je voulais créer quelque chose qui pourrait servir d'héritage et aussi pouvant promouvoir la culture haïtienne», a-t-elle confié.* La jeune gestionnaire se réjouit de l'accompagnement professionnel qu'elle a reçu durant l'expérience qui lui a permis d'être remarquée pour son idée innovante.

Pour sa part, Maxime Pierre a proposé Field Ayiti Max, une entreprise spécialisée dans la transformation de giraumon en poudre. *«L'idée m'est venue alors qu'on était en pleine période de Covid-19 en 2020. Au départ, les gens de mon entourage pensaient que c'était impossible puisque le concept était nouveau. Mais j'ai continué. J'ai même transformé ma maison en laboratoire pour arriver à mettre un produit de qualité sur le marché», a expliqué l'économiste-statisticien.*

Aux côtés d'autres jeunes entrepreneurs, Youseline et Maxime ont beaucoup appris des firmes accompagnateurs. Une alliance prônée par la Banque centrale pour atteindre son objectif de relance économique plus résiliente.

Isnel Pierreval, représentant de la firme Diagnostic and Development Group, s'est dit satisfait de l'expérience avec les jeunes entrepreneurs. Outre les aspects techniques, l'accompagnement psychologique a été au rendez-vous. «*Nous avons fait l'évaluation psychologique des entreprises que nous devons accompagner. Ce qui nous a permis de les évaluer afin de les accompagner au mieux. Nous avons aussi mis l'accent sur la vie personnelle de l'entrepreneur*», a-t-il déclaré.

Rock André a abondé dans le même sens. Le directeur du Centre Entrepreneurship et de Leadership (CEDEL Haïti) croit que le mental est à prioriser. «*Vous avez certes besoin d'argent et de financement, mais vous avez d'abord besoin de travailler le mental*», a-t-il lancé. Haïti Efficace, Development & diagnostic Group, ConfinConsult-Audit et plusieurs autres firmes ont accompagné les jeunes entrepreneurs et les a permis de mettre sur pied leurs entreprises.

L'objectif a été d'aider les entreprises en devenir dans l'étude de marché et de faisabilité et aussi

dans le renforcement à travers plusieurs séances de formation. Les présentations des jeunes entrepreneurs et les panels de discussions avec les chefs d'entreprises d'encadrement ont permis à travers les leçons acquises d'identifier les éléments importants pour le développement de l'écosystème entrepreneurial en Haïti.

La deuxième journée du forum des entrepreneurs a offert un espace de dialogue et d'échanges entre plusieurs acteurs économiques du pays dans le but d'inspirer les décideurs à prendre part au relèvement économique d'Haïti suite à la pandémie de Covid-19 et aux lourds impacts survenus dans les départements du grand sud après le tremblement de terre du 14 août dernier.

Faciliter le renforcement des capacités et la montée en compétence du personnel des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et leur cheminement vers le succès, tel a été l'objectif de la Banque de la République d'Haïti. Ce qui a permis à 92 idées de projets de passer au stade d'entreprises légalisées. Jean Baden Dubois, gouverneur de l'institution, souhaite récidiver l'année prochaine avec 1 000 entreprises lors du prochain forum. Il a soutenu que la création de richesses passe avant tout par la création d'emplois.



Forum des Entrepreneurs: les MPME et les femmes dans le viseur de la BRH

Du 1er au 3 février 2022 a eu lieu à Pétion-ville, le forum des Entrepreneurs sous la direction du Comité de Coordination de la Stratégie nationale d'inclusion financière, avec la participation de l'USAID et de la Banque de la République d'Haïti (BRH). Durant ce forum, le gouverneur de la BRH, Jean Baden Dubois, a prononcé deux discours. Le premier, à l'ouverture du forum le 1er février 2022 et le second, à la clôture de ledit forum le 3 février 2022. Nous vous présentons ici les points forts de ces deux interventions.

Dans le premier discours, autour du thème: «Enquête FinScope MPME, Haïti 2022: vers une relance économique plus résiliente», le gouverneur Dubois s'est fait le devoir de présenter l'enquête FinScope MPME. Le gouverneur de la Banque centrale dit espérer que les activités du Forum des entrepreneurs permettront de renforcer les interactions entre les différents acteurs de l'écosystème entrepreneurial haïtien, tout en offrant un espace de discussions autour des défis et des opportunités, de mettre en évidence les possibilités de financement pour le secteur des MPME et de mieux répondre à certaines problématiques de l'écosystème du financement en Haïti.

L'Enquête FinScope MPME sera réalisée par les firmes Finmark Trust et Diagnostic Development Group dans une perspective de production de données statistiques fiables et récentes sur le secteur des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME), à l'intention, du milieu des affaires, du secteur financier, des entrepreneurs, des investisseurs nationaux et internationaux, des organisations internationales, de la coopération technique et financière. Mais également, à l'intention des chercheurs, des universitaires et du grand public en général, dans le but de faciliter une meilleure exploitation et une optimisation du développement du secteur.

Cette enquête s'articule autour de trois points essentiels:

- Mettre sur pied un ensemble d'activités dans cette perspective de relance économique plus résiliente, à travers la stimulation de l'investissement issue d'un renforcement de l'écosystème des Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME)



Photo crédit: Papyrus S.A.

- Appréhender l'inclusion financière dans le contexte de l'offre, dans le sens que l'accès des MPME aux services financiers, en particulier au crédit, en fonction des informations que disposent les créditeurs du système sur ce secteur, résultats qui viendront renforcer le travail du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) opérationnel depuis bientôt 3 ans.
- Informer la population et les acteurs du secteur privé des affaires, notamment ceux des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), sur la réalisation de l'enquête FinScope MPME, pour lesquelles leur collaboration sera des plus importantes.

L'Enquête FinScope MPME rentre dans une perspective de la BRH à assurer la stabilité macroéconomique, en maintenant, l'esprit de la Stratégie nationale d'Inclusion financière (SNIF), en mettant en place un ensemble de mécanismes de financement dans l'écosystème financier, sans oublier des décisions de type administratif, surtout après ces deux dernières années si difficiles sur le plan économique.

Tout en tenant son rôle de catalyseur de croissance, en incitant les agents économiques tant nationaux qu'internationaux à investir dans des secteurs porteurs pour l'atteinte d'une croissance soutenable en Haïti. Ainsi dans son Plan stratégique global 2021-2024 (PSG2024) elle met l'accent sur l'inclusion financière par:

- La mise en place des programmes favorisant la prestation de services financiers aux particuliers et aux ménages à faible revenu;
- Le renforcement des programmes de financement aux MPME (micro, petites et moyennes entreprises) opérant dans les filières productives;
- La favorisation de l'expansion de la finance digitale sur le plan national;
- La promotion et la mise en place d'outils de mitigation de risques de crédit (fonds de garantie, assurance, etc.);
- Et le renforcement de la réglementation sur la protection des consommateurs de produits et services financiers et un plaidoyer en vue de la promulgation de la loi sur la protection des consommateurs de produits et services financiers.

Le gouverneur a terminé son discours en rappelant l'importance de l'enquête FinScope MPME, tant pour le gouvernement central, les autres pouvoirs publics, la banque centrale, le secteur financier, les investisseurs, les chercheurs, la population en général et souhaite que tous les secteurs concernés puissent favoriser la réussite de l'enquête.

Dans son deuxième discours du 3 février 2022 autour du thème : « Fonds de Garantie partielle de Crédit pour les Femmes », le gouverneur a profité pour lancer le fonds de Garantie partielle de Crédit pour les femmes, qui sera sous la tutelle du Fonds de Développement industriel (FDI) et qui vise à promouvoir l'inclusion financière de davantage de femmes entrepreneures, en tenant compte du fait que les femmes représentent plus de 50% de la population haïtienne et qu'elles sont les bénéficiaires minoritaires des allocations de crédit dans le pays.

Il a avancé les données du Bureau d'Information sur le Crédit (BIC), qui montre que c'est dans seulement 35,3% de cas, que les femmes ont accès au crédit dans les institutions de crédit. Selon la base de données du Bureau en date du 30 septembre 2021, un total de 1 269 757 crédits actifs et fermés, plus de la moitié de ces crédits, soit 51.2% pour les crédits en HTG et 52.5% pour les crédits en devise, sont accordés aux hommes.

Cependant, en termes de montants des crédits octroyés, les hommes bénéficient de 66.3% des montants accordés en gourdes et de 78.3% des montants accordés en dollars américains. C'est la raison pour laquelle les femmes constituent un groupe cible de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) ainsi que du Plan National d'Éducation Financière (PNEF), deux documents élaborés par le Gouvernement.

À noter qu'Haïti est membre de «*l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI)*» à travers la Banque centrale, et est aussi signataire du plan d'action de Denarau pour l'égalité entre les sexes et l'inclusion financière des femmes. L'objectif premier du Fonds de Garantie est d'arriver à permettre l'accès au crédit à 4 000 entreprises dirigées par des femmes au cours des 3 premières années du Fonds. Soit 1000 dès la première année, et 3000 les deux années suivantes.

Durant les deux premières années du Fonds, le focus sera mis sur les zones affectées par le séisme du 14 août 2021, alors que la troisième année sera consacrée à la phase de déploiement à l'échelle nationale.

La BRH s'engage envers les femmes entrepreneures par la mise en place d'un Fonds de Garantie partielle de Crédit à hauteur de 10 millions de dollars pour une durée de 10 ans. Elle s'engage aussi, en partenariat avec la Coopération suisse, à lancer très prochainement un nouveau concours national de concepts d'affaires visant les femmes entrepreneures tout en souhaitant pouvoir accompagner près d'une centaine de micro et petites entreprises dirigées par des femmes dans leur croissance et leurs légalisations.

Le Gouverneur appelle à la collaboration de tous les partenaires en vue d'améliorer le niveau d'inclusion financière, la légalisation de milliers de MPME, la création d'emplois à travers le Fonds de Garantie partielle de Crédit pour les Femmes, puisqu'un montant de 10 millions de dollars espérés pour le

démarrage du fonds de garantie, la BRH a seulement déjà mobilisé environ 500 000 dollars. Il appelle aussi les acteurs à la réduction de la féminisation de la pauvreté et au soutien de la réalisation des objectifs de développement durable afin que «NO ONE IS LEFT BEHIND».

Les conseils de Serge Petit-Frère aux entrepreneurs haïtiens

Nous publions ci-après cette interview réalisée avec **Serge Richard Petit Frère** à l'occasion de la sortie de son ouvrage «**Entreprendre un choix, une responsabilité**».

1. **(DH):** Pouvez-vous préciser pour le lectorat de DevHaiti qui est Serge Richard Petit Frère ?

R. (SPF): Avant toute chose, je suis un mari, un papa, un fils, un frère. La famille prend une place importante dans ma vie. Je suis un professionnel du Management avec une spécialisation en Entrepreneuriat et Développement de projet. J'ai, durant ces 20 dernières années, été versé dans l'accompagnement et la création d'entreprise. Je suis également professeur à l'Université où j'enseigne l'entrepreneuriat et le Marketing. J'ai eu l'opportunité d'enseigner également au niveau scolaire car durant ces dix dernières années, j'ai monté un programme d'Entrepreneuriat scolaire dans un collège de la capitale. J'ai eu à saisir certaines opportunités en montant des entreprises commerciales et de services. Je suis un rotarien, soucieux des problèmes de sa communauté et je suis un haut cadre d'une institution financière accompagnant majoritairement les PME haïtiennes.

2. **(DH):** Quelles sont les motivations à l'origine de la publication de cet ouvrage ?

R. (SPF): L'envie de transmettre. Je tiens cela sûrement de mon feu père (rire). Mais plus précisément, la réflexion a débuté avec un projet d'enseigner l'Entrepreneuriat en utilisant les dessins animés. Donc de manière ludique et simple. Mais j'ai réalisé qu'il était plus probable d'atteindre cet objectif en écrivant un ouvrage compte tenu des ressources auxquelles j'avais accès.



Serge Richard Petit Frère

Formateur, Développeur de Projets et professionnel du Marketing

3. **(DH):** En quoi l'ouvrage «**Entreprendre, un choix une responsabilité**» peut-il être utile aux entrepreneurs dans la situation actuelle de crise et de récession économique?

R. (SPF): Je pense que la relation entre l'entrepreneuriat et le développement est évidente. Ce dernier, n'est que la résultante d'une croissance soutenue, souvent amenée par la richesse créée par les entreprises. Aussi, devient-il important de favoriser l'émergence d'entrepreneurs pouvant monter des entreprises compétitives et pérennes. C'est dans cette perspective que j'ai voulu proposer aux acteurs de l'écosystème entrepreneurial, une approche simple et ludique lorsqu'ils abordent les différents concepts liés à la création d'entreprises.

Sortir de cette crise aussi prend un changement d'attitude. J'ai donc abordé dans mon livre les aspects permettant à tout entrepreneur de mieux se connaître tout en développant une attitude de perturbateur tourné vers la recherche de solutions.

4. (DH): Dans la section 3 du livre, vous soumettez aux lecteurs un test d'aptitude entrepreneurial, et les différentes réponses du test d'une manière ou d'une autre nous conduisent à une réponse positive, avec certainement plus de précautions et de conseils pour les uns par rapport aux autres. Est-ce une manière comme une autre de signifier que tout le monde peut être entrepreneur?

R. (SPF): *Vous avez parfaitement compris la démarche. En effet, en invitant les lecteurs à prendre ce test d'aptitudes, ils sauront mieux préciser leurs choix car ils connaîtront leurs forces et leurs faiblesses tout en comprenant qu'entreprendre demeure une initiative collective. Tout le monde peut entreprendre mais pas dans les mêmes conditions. Nous sommes tous différents prises compétitives et pérennes. C'est dans cette perspective que j'ai voulu proposer aux acteurs de l'écosystème entrepreneurial, une approche simple et ludique lorsqu'ils abordent les différents concepts liés à la création d'entreprises.*

5. (DH): En référence à la section 4 traitant de la faisabilité du projet, il est surtout question d'évaluer les risques. Comment évaluer efficacement les risques dans notre environnement en constante mutation où ils ont tendance à se démultiplier quasi-quotidiennement ? Les entreprises qui ont fait faillite, direz-vous que c'est par faute d'une mauvaise évaluation des risques ou y a-t-il d'autres facteurs à prendre en compte?

R. (SPF): *Dès qu'on entreprend, nous prenons un risque spéculatif. C'est-à-dire nous faisons un choix conscient sachant clairement que nous pouvons échouer ou réussir. Ainsi, je suis convaincu qu'une bonne analyse du risque peut effectivement aider une entreprise à ne pas connaître la faillite. Certains risques peuvent être évalués facilement, d'autres peuvent requérir des compétences spéciales. Alors, je recommanderais à tout entrepreneur de bien s'entourer afin de bien évaluer les risques.*

6. (DH): Pouvez-vous expliquer avec plus de détails quelle différence vous établissez entre les deux concepts suivants: entreprise ancienne et entreprise pérenne?

R. (SPF): *Avant de faire clairement la différence, je voudrais préciser qu'une entreprise pérenne est celle qui a les atouts pour défier les injures du temps et, tout en étant agile, jouir d'une certaine ancienneté. L'entreprise ancienne peut avoir son ancienneté à une situation ponctuelle ou anormale. Mais dans le cadre de mon livre, la différence pour moi se trouve dans l'articulation du modèle d'affaires de l'entreprise.*

Une entreprise pérenne jouit d'une structure forte et bien bâtie. Ses services répondent aux besoins de sa clientèle, elle respecte majoritairement la régulation de son secteur d'activité, elle s'intègre dans sa communauté. Elle favorise le vivre ensemble tout en étant compétitive et transparente. Elle ne jouit d'aucune faveur et exclut le recours à toute pratique illicite dans son quotidien. De manière globale, elle peut être modélisée.

Ce qui n'est pas le cas pour beaucoup d'entreprises que j'ai observées dans l'écosystème entrepreneurial haïtien qui jouissent d'une relative ancienneté.

7. (DH): A quel niveau estimez-vous la question de couleur et celle des origines sociales peuvent être un facteur déterminant dans la conduite des projets à caractère entrepreneurial?

R. (SPF): *En fait, ces facteurs ne devraient déterminer en rien la réussite d'un projet à caractère entrepreneurial. Cependant, en Haïti, ils empêchent une collaboration franche et sincère entre tous les acteurs de l'écosystème entrepreneurial indépendamment de leur teinte épidermique ou classe sociale. Or, ce type de collaboration favoriserait grandement la mise sur pied de projets ambitieux et à fort impact.*

8. (DH): : Quel est donc votre message en ce sens aux aspirants entrepreneurs tout en sachant que leur origine sociale peut causer l'échec de leur projet d'entreprise ?

R. (SPF): *Se défaire de ces clichés, changer de paradigme et oser entreprendre ensemble.*

9. (DH): Quelles sont les pistes que vous donnez aux futurs et actuels entrepreneurs pour les aider à faire face aux défis structurels comme le difficile accès au crédit (capital), l'inflation, l'insécurité, etc. ?

R. (SPF): Dans d'autres environnements, il existe d'autres défis. L'attitude à adopter est celle d'être à l'écoute de son environnement afin de pallier les menaces et saisir les opportunités.

L'accès difficile au crédit, en ce qui me concerne, peut facilement être résolu en améliorant la qualité des projets présentés aux institutions financières. C'est un faux problème. Cependant, je n'exclus pas que ces institutions puissent initier certaines innovations financières pour en favoriser l'accès.

Mais, il faudrait aussi que les entrepreneurs comprennent qu'ils ont leur part de responsabilité dans

l'amélioration de l'environnement dans lequel ils évoluent. Aussi, sont-ils tenus de monter des entreprises respectueuses des normes, ancrées dans leurs communautés et intégrant la notion de Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) dans leur modèle d'affaires.

10. (DH): Quelles sont les raisons pour lesquelles une personne devrait se procurer votre ouvrage ?

R. (SPF): Parce que sa lecture peut vous permettre de mieux préciser vos choix lorsque vous souhaitez entamer un projet entrepreneurial ou tout simplement vous permettre d'être un agent économique tourné vers la recherche constante de solutions, que vous soyez entrepreneur ou professionnel.

Merci



Faso dan fani: Des tisseuses burkinabè, entre profit et concurrence déloyale

Nous publions in extenso ce reportage de Kattia Jean François produit dans le cadre d'un stage d'un mois au Burkina Faso offert par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) aux lauréats de son concours du Prix du jeune journaliste 2021. Kattia est sortie deuxième lauréate dans la catégorie presse écrite.



Les pagnes traditionnels « Faso dan fani » connaissent un regain d'intérêts dans les habitudes vestimentaires de bon nombre de Burkinabè voire de clients hors du Burkina Faso. Pour satisfaire la demande, des structures essentiellement dirigées par des femmes s'organisent pour répondre aux attentes de la clientèle. Immersion dans la chaîne de production de ces dernières n'ayant que leurs mains comme principal outil de travail.

Formateur, Développeur de Projets et professionnel du Marketing

Photo crédit: pagnific.com

Reportage

Il est 10 heures ce mardi 1er février au quartier Cissin de Ouagadougou, la capitale burkinabè.

C'est une ambiance des jours ordinaires avec les bruits de cyclomoteurs et de véhicules. À quelques pas du Lycée Vénégré se trouve le siège de l'Association des tisseuses de Kadiogo (ATK). À l'entrée de cet espace de plus de 240 mètres carrés, depuis le portail, différents bruits attirent notre attention. À l'intérieur plusieurs longs fils très épais et de différentes couleurs sont reliés à des machines à tisser. À côté, un lot de gros sacs blancs contenant des rouleaux de fils traîne au sol avec divers objets éparpillés çà et là.

Sous un hangar, deux femmes, la trentaine bien sonnée assises côte à côte, chacune devant une machine à tisser, rient tout en travaillant. Ce sont les tisseuses de l'association qui confectionnent des pagnes traditionnels communément appelés Faso dan fani pour la célébration de la Journée internationale de la femme, le 8 mars prochain.

Esther Convolbo, 36 ans, mariée et mère de deux enfants, est tisseuse depuis 2008. Mme Convolbo, manie avec dextérité une navette de la main gauche vers la main droite le tout en harmonie avec des coups de pédales. Grâce à ce métier, elle parvient à

faire face, aux côtés de son époux, aux charges familiales. «Cela me permet de contribuer aux dépenses du foyer comme payer la scolarité des enfants et la nourriture. L'association me paie 15 mille francs CFA par mois en plus, j'ai la possibilité d'avoir mes propres commandes. C'est un métier très rentable pour moi d'autant plus que c'est mon unique gagne-pain», confie-t-elle.

L'autonomie financière des femmes à travers l'apprentissage ou toutes autres activités génératrices de revenus est selon Mme Convolbo très importante.

Un métier féminin

«Malheureusement certaines d'entre nous ne veulent pas s'y mettre parce qu'elles ignorent toute la fierté que cela procure», dit-elle avec un sourire. Et ce n'est pas Marie Kaboré, tisseuse de l'ATK qui dira le contraire. «Cela fait 25 ans que je pratique ce métier. C'est ma principale source de revenus, et j'en suis fière», explique-t-elle. Chaque jour, tôt le matin, Mme Kabore parcourt plus d'une quinzaine de kilomètres de son domicile situé au quartier Nagrin à la sortie Sud de la capitale pour se rendre à son lieu de travail.

Le métier n'a plus de secret pour elle, étant capable de confectionner deux pagnes par jour. Cela demande une certaine concentration, car il vous faut un bon calcul pour pouvoir placer ces fils, souligne-t-elle. «Pour parvenir à avoir ce morceau de pagne de cette couleur, je mets le fil bleu 15 fois, le jaune 3 fois et le mauve 3 fois», précise-t-elle. Afin de profiter pleinement de leur savoir-faire, Esther et Marie lancent un appel aux bonnes volontés à travers un accompagnement en matière première. «Notre gros souci se trouve au niveau du manque de fil. Cela fait que nous sommes par moment en chômage technique», regrettent-elles.

Tout comme les tisseuses de l'association, Safi Kabore, née le 23 avril 1992, célibataire, mère d'une fille est piquée par l'amour du métier. Devant la concession familiale à moins d'une dizaine de kilomètres du siège de l'ATK se dresse son atelier. Assise sur une chaise placée devant sa machine à tisser, elle s'attèle à finir son premier pagne du jour. «C'est cette activité qui me permet de nourrir ma fille et moi. Je tisse les pagnes Faso dan fani depuis

5 ans. C'est un métier qui est plus exercé par les femmes», avance-t-elle.

Puis de préciser qu'elle a appris le métier de sa mère qui était une tisseuse née. À son avis, elle peut réaliser un pagne et demi en une journée. Pour avoir ce produit fini, Safi Kaboré commande les fils à plusieurs couleurs sur le marché local.

Méthode de travail impressionnante

À proximité de la famille Kaboré, une experte dans le secteur de la teinture des fils force l'admiration de ses clients. Suzanne Nikiema/Convolbo, 54 ans, mariée et mère de 6 enfants, est tisseuse depuis sa tendre enfance. Aujourd'hui présidente de l'ATK, elle a plusieurs cordes à son arc: tisseuse, formatrice de tisseuses, spécialiste en teinture de fil, chef d'entreprise de commercialisation des fils et de pagnes Faso dan fani.

Son domicile, en cette mi-journée du mardi, présente une allure d'un atelier de fabrication et de teinture de pagnes traditionnels. Dans la cour, trois filles font d'interminables va-et-vient. Elles s'apprêtent à changer la couleur d'un lot de fil blanc, sous le contrôle de Mme Nikiema. «Aujourd'hui, nous voulons faire passer nos fils à la couleur moutarde», explique avec enthousiasme la plus jeune des filles, Ariane Jessica Nikiema.

Pour obtenir cette couleur, poursuit la jeune fille de 22 ans, il faut arranger les fils de sorte à faire un mouvement circulaire. «On les trempe par la suite dans de l'eau oxygénée afin qu'ils deviennent plus blancs pour que l'opération réussisse», assure-t-elle. De façon pratique pour obtenir la couleur moutarde pour un paquet de fil, il nous faut 10 litres d'eau chaude, 3 cuillérées de bicarbonate, 3 cuillérées de teinture jaune moutarde, 1 cuillérée de teinture marron et 1 millilitre de soude caustique, détaille-t-elle.

Le mélange est remué jusqu'à ce qu'il devienne homogène avec une mousse qui indique déjà la couleur souhaitée. Ensuite, on plonge le paquet de fil dans la composition pendant 30 minutes au minimum, explique la professionnelle Ariane. Une fois le fil bien coloré et séché, il est prêt à être Dame Nikiema a ouvert une boutique à cet effet pour la vente d'une gamme de couleurs de fils aux

tisseuses qui à leur tour vont se charger de les transformer en pagnes avec divers motifs

Une activité économique au ralenti

L'Association des tisseuses de Kadiogo offre dans leur boutique une variété de pagnes traditionnels. La responsable de vente, Jocelyne Ouédraogo, 31 ans, célibataire et mère d'une fillette, indique que le prix du pagne Faso dan fani varie entre 5 mille et 10 mille FCFA. Tout dépend de la consistance du tissu et des modèles, indique-t-elle.

Concernant la vente, Mlle Ouédraogo avoue que le marché est relativement satisfaisant. Au regard de la situation nationale difficile, la vente de nos produits se fait à pas de tortue, relève Suzanne Nikiema-Convolbo. «L'un des plus grands défis auxquels nous faisons face est l'augmentation du prix du fil sur le marché alors que la demande est en baisse», regrette, la présidente de l'ATK.

En plus, d'autres firmes chinoises copient nos modèles, les confectionnent ailleurs et reviennent les vendre à vil prix ici entre 1 000 à 2 mille FCFA, fulmine-t-elle. Puis de préciser que ces pagnes importés sont de mauvaise qualité, parce que faits à base du Nylon. «Nous, nous proposons du coton pur. Les prix ne peuvent pas être les mêmes. Le bal de coton nous a coûté 85 mille FCFA pour 30 pagnes. Le prix minimum du pagne si nous voulons réaliser des bénéfices est de 5 mille francs CFA. C'est pourquoi la plupart des clients jugent nos prix très élevés, mais ce sont des pagnes de bonne qualité», se justifie-t-elle.

D'où, le cri de cœur de l'association qui invite les autorités à prendre des mesures protectionnistes en faveur des produits locaux contre la concurrence déloyale.

Faso dan fani entre tradition et mystère

Le pagne traditionnel ou Faso dan fani est de plus en plus utilisé par les différentes couches sociales du Burkina Faso. Bon nombre de Burkinabè y trouvent un lien avec la tradition et par conséquent travaillent à perpétuer ces valeurs culturelles. La responsable de vente de l'ATK, Jocelyne Ouédraogo explique que pour les cérémonies de mariage, il est recommandé de porter un modèle de pagne Faso

dan fani, car cela est porteur de chance aux jeunes mariés.

«Certaines personnes déterminent même des jours fixes pour en porter. Le pagne traditionnel noir est souvent recommandé aux femmes qui accouchent», précise-t-elle. Aujourd'hui des citoyens, des intellectuels n'hésitent pas à porter des vêtements Faso dan fani pour manifester leurs attachements aux idéaux du leader de la révolution burkinabè Thomas Sankara, qui avait fait de la promotion du pagne Faso dan fani, son combat personnel.

Cependant, d'autres Burkinabè se montrent toujours réticents à l'utilisation de ces pagnes pour diverses raisons liées parfois à des superstitions. Selon Mlle Ouédraogo, certains maris interdisent même à leurs femmes de tisser le pagne traditionnel, car ce métier constituerait un blocage à la prospérité du conjoint.

Métier de tissage

Dans la famille Nikiema, la confection du pagne traditionnel est presque devenue une question d'héritage puisque le métier est transmis de génération en génération.

La quinquagénaire de la famille, Suzanne Nikiema a appris le métier à bas âge avec sa mère. Aujourd'hui, c'est à son tour de transmettre son savoir à ses trois filles. «Nous sommes une famille de tisseuse. Nous le faisons avec beaucoup de passion et d'amour», explique Ariane Jessica Nikiema, une étudiante. Pour elle, étude et apprentissage d'un métier sont compatibles. «Même si tu es à l'université, connaître un métier est un avantage. Avec cette activité, j'ai de petites économies pour mes besoins et j'invite mes sœurs à faire de même», conseille-t-elle.

Cette activité a permis à la mère de Jessica d'assurer son autonomie financière. Les produits sont vendus à Ouagadougou, à l'intérieur du pays, au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Du 6 au 20 décembre 2021, Mme Nikiema a participé à la 29e édition de la foire internationale de Dakar où elle a pu exposer ses articles. À l'image de la famille Nikiéma, plusieurs tisseuses apprennent le métier à leurs filles qui nourrissent à leur tour une ambition de

Secteur textile: Le salaire minimum devrait être fixé à 1 750 gourdes d'après une étude

Le gouvernement haïtien devrait veiller à ce que les travailleurs gagnent des salaires décents qui leur permettent de subvenir convenablement à leurs besoins et à ceux de leur famille, ce sont, entre autres, les recommandations d'une étude menée par « Solidarity Center » en avril 2019, sur le salaire minimum décent dans le secteur de l'habillement en Haïti.



Photo crédit: haitieconomie.com

« Le gouvernement haïtien devrait augmenter le salaire minimum à un salaire décent estimé à 1 750 gourdes par jour », a recommandé l'étude intitulée «The High Cost of Low Wages in Haiti: A Living Wage Estimate for Garment Workers in Port-au-Prince», publiée par Solidarity Center en avril 2019.

Des années après, ce montant pourrait être plus élevé dans un contexte marqué par l'augmentation du taux d'inflation de 24,6 %, l'aggravation de la crise socio-économique et de nouvelles manifestations des ouvriers de la sous-traitance exigeant un salaire minimum de 1500 gourdes, de meilleures conditions de travail et des accompagnements sociaux.

«Le coût de base de la vie pour un travailleur de la confection à Port-au-Prince est de 45 mille 517 gourdes par mois», avait estimé à l'époque l'institution Solidarity Center. Ainsi, selon l'étude, sur la base d'une semaine de travail standard de 48

heures, les travailleurs doivent gagner au moins 1 750 gourdes par jour pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Le coût de la vie était plus de quatre fois supérieur au salaire minimum et a augmenté de 74% depuis la dernière évaluation du Centre de solidarité en 2014. Telle était la situation en 2019 au cours de laquelle le salaire minimum quotidien des travailleurs de l'industrie de l'habillement pour l'exportation était de 420 gourdes.

Soit plus de quatre fois inférieur au coût de la vie estimé, a fait remarquer le rapport. Sur la base du salaire minimum actuel, les travailleurs dépensent plus de la moitié (55 %) de leur salaire net pour le transport vers/depuis le travail et un modeste déjeuner pour soutenir leur travail.

« Le gouvernement haïtien doit veiller à ce que les droits des travailleurs à la liberté d'association et à la négociation collective soient pleinement respectés,

afin que les travailleurs soient en mesure de négocier des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail avec les employeurs », a plaidé l'étude.

Selon Solidarity Center, le gouvernement haïtien doit s'assurer que les employeurs rémunèrent correctement les travailleurs conformément à la loi, en payant correctement les cotisations à l'Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité (OFATMA) et aux caisses de retraite.

«Le gouvernement haïtien devrait améliorer les services de l'OFATMA et la qualité des soins afin de minimiser le coût des soins de santé privés pour les travailleurs de la confection. Les employeurs devraient subventionner les dépenses liées au travail, notamment le transport et le déjeuner», a encouragé l'institution.

L'industrie de l'habillement représente l'une des rares sources d'emploi formel en Haïti. Le secteur fournit des emplois en usine à plus de cinquante-deux mille (52 000) travailleurs dont la majorité sont des femmes.

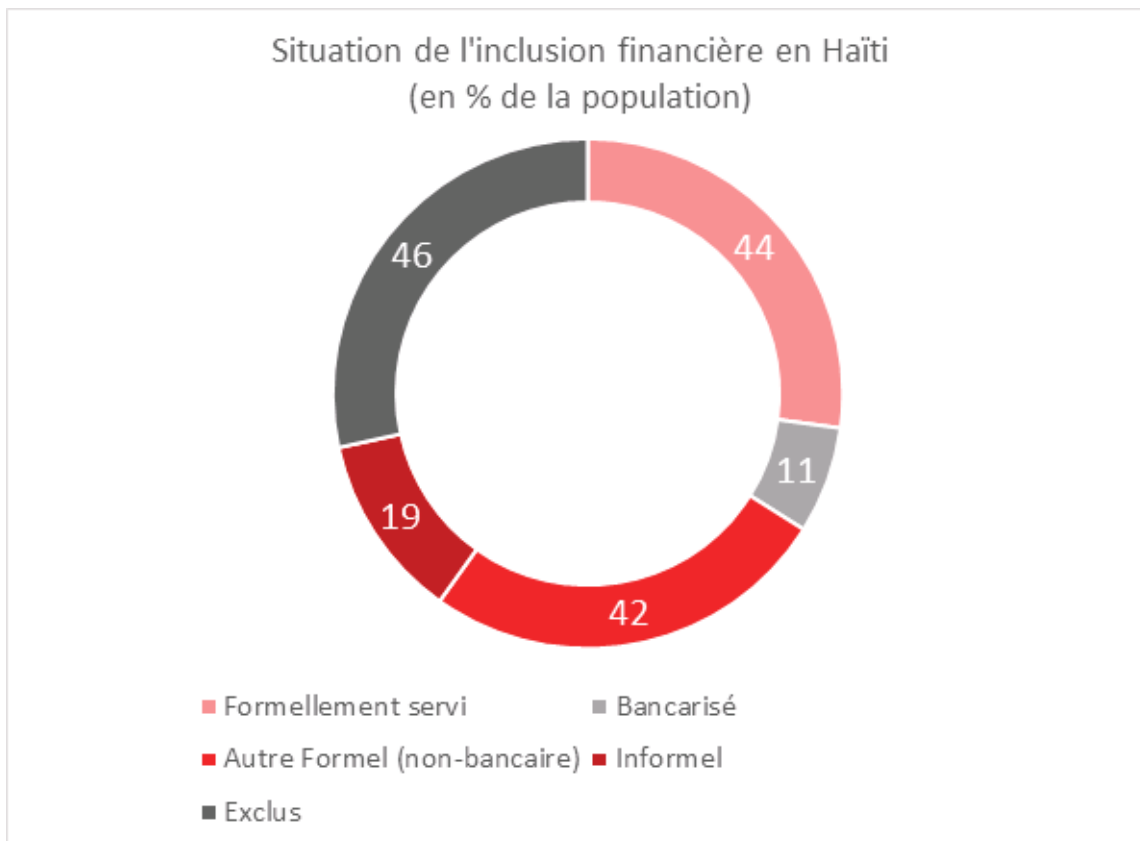
Trois années après, ces différentes recommandations n'ont pas été implémentées par le gouvernement haïtien qui attend toujours des réactions parfois violentes de la part des ouvriers afin d'augmenter le salaire minimum qui, en dépit des ajustements, demeure encore un salaire de misère.

Résumé récapitulatif des «Policy Tools» recommandés par Solidarity Center dans son étude réalisée en 2019 sur le salaire minimum dans le secteur de l'habillement:

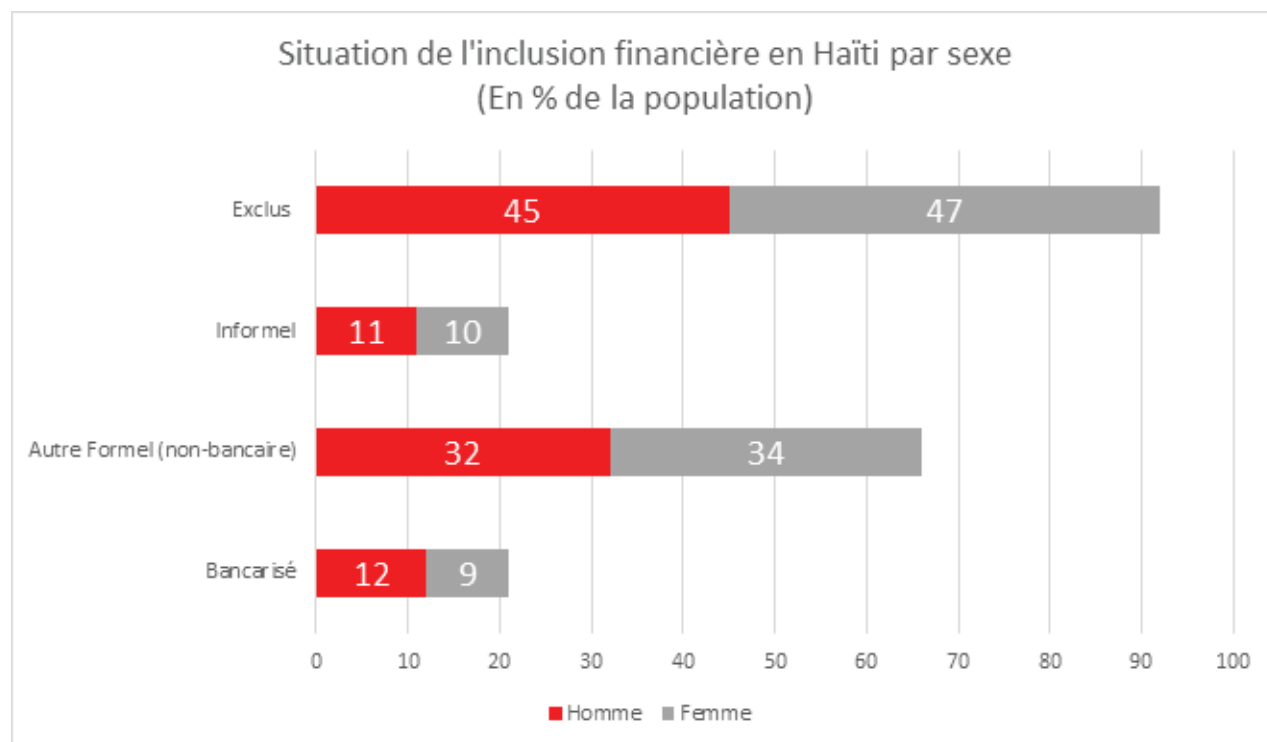
- Le gouvernement haïtien devrait augmenter le salaire minimum afin de le convertir en un salaire décent (est. 1,750 gourdes par jour).
- Le gouvernement haïtien devrait permettre aux travailleurs de choisir leurs représentants au Conseil supérieur des salaires, un organe tripartite. (Plus de pouvoir de négociation)
- Le gouvernement haïtien doit veiller à ce que les droits des travailleurs à la liberté d'association et à la négociation collective soient pleinement respectés, afin que les travailleurs soient en mesure de négocier des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail avec les employeurs.
- Le gouvernement haïtien doit s'assurer que les employeurs rémunèrent correctement les travailleurs conformément à la loi, notamment en payant correctement les cotisations à l'OFATMA et aux caisses de retraite.
- Le gouvernement haïtien devrait améliorer les services de l'OFATMA et la qualité des soins afin de minimiser le coût des soins de santé privés pour les travailleurs de la confection.
- Les employeurs devraient subventionner les dépenses liées au travail, notamment le transport et le déjeuner.
- Les employeurs devraient normaliser et fixer des quotas de production raisonnables qui permettent aux travailleurs de gagner un supplément au salaire minimum lorsqu'ils atteignent les quotas établis.



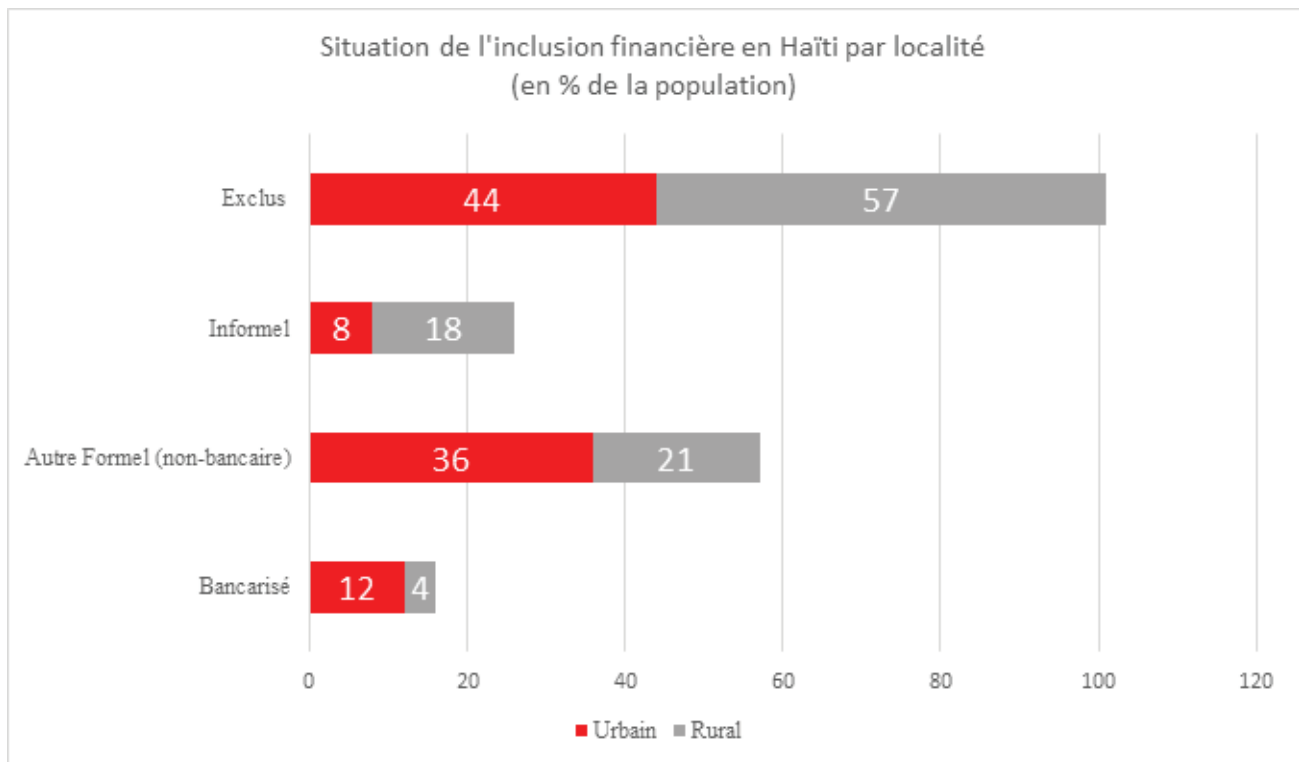
Situation de l'inclusion financière en Haïti



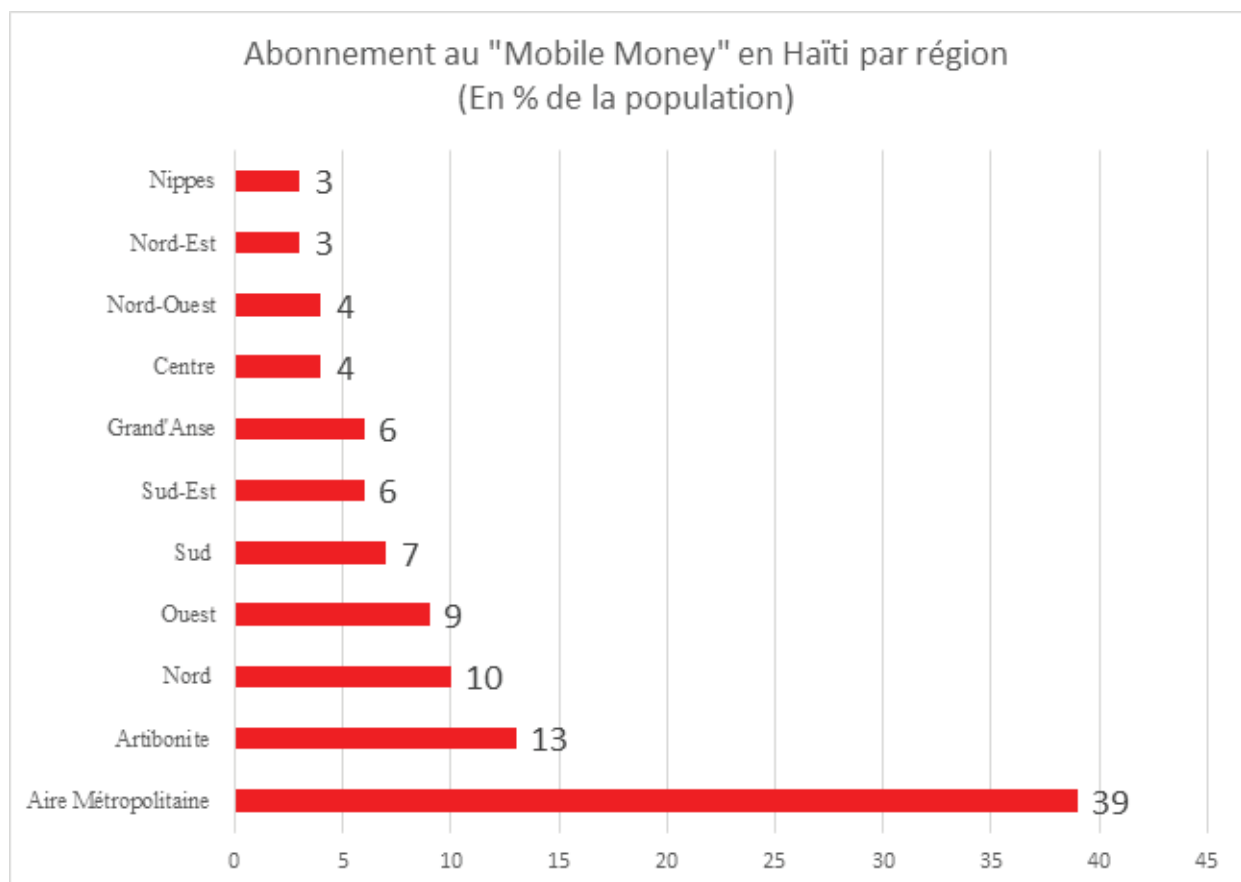
Source: FINSCOPE 2018



Source: FINSCOPE 2018



Source: FINSCOPE 2018



Source: FINSCOPE 2018

La UniCarte passe en mode NFC

Avec plus de 30 000 titulaires et plus de 2 000 commerçants affiliés, la Unicarte s'attelle, ces temps-ci, à faire un ajout important sur ses cartes bancaires: Visa et Mastercard afin de donner plus de satisfaction à sa clientèle. Elle y ajoute la technologie NFC (Near Field Communication). C'est une technologie de transmission par ondes courtes. Avec cette technologie, plus besoin d'insérer la carte de crédit ou de débit dans un terminal de paiement au moment d'utiliser celle-ci pour procéder à un achat. Il suffit de taper la carte sur l'écran du terminal. Une fois que cette technologie sera intégrée dans ses cartes, la UniCarte a fait savoir que l'autorisation des transactions s'obtiendra rapidement au bout de 3 ou 4 secondes.

La BNDA s'installe à Pétiion-Ville

La Banque Nationale de Développement agricole (BNDA) qui a lancé ses opérations officielles en juin 2021 a organisé une journée portes-ouvertes le lundi 21 février 2022 dans son nouveau local sis à la rue Moïse à Pétiion-Ville. De hauts fonctionnaires de l'État, économistes, financiers, banquiers, organisations internationales évoluant dans le financement du secteur agricole, la presse spécialisée et d'autres professionnels ont répondu à l'invitation du Conseil d'Administration de la BNDA qui souhaitait leur exposer la mission et l'ensemble des activités de la banque. Le journal Le National rapporte que le président du Conseil d'administration, Faude Joseph, s'est chargé d'expliquer les avancées de la banque. A savoir : développer le secteur agricole haïtien par le financement adapté de toute sa chaîne de valeur en vue de le rendre rentable, productif et performant et promouvoir la finance inclusive par l'accès aux services financiers de base au plus grand nombre évoluant en milieu semi-urbain et rural sont les missions principales de la BNDA.

Évolution de l'inflation en novembre 2021

L'indice des prix à la consommation (IPC) a été estimé à 197,5 en novembre 2021 contre 188,7 en octobre 2021 et 158,5 en novembre 2020. Il en est ressorti, en rythme mensuel, une hausse de 4,7 % de l'IPC, soit 10 points de base de plus par rapport au mois précédent. En glissement annuel, l'accélération de l'inflation s'est poursuivie en accusant une progression de 4,9 points de pourcentage par rapport à octobre 2021, s'établissant ainsi à 24,6 %. Par ailleurs, le taux d'inflation mensuel cumulé sur les deux premiers mois de l'exercice fiscal 2021-2022 a atteint 9,3 % contre -0,7 % sur la même période de l'exercice précédent. Considérée en moyenne mensuelle, l'inflation s'est établie à 4,65 % contre -0,35 % l'exercice antérieur. Ce taux moyen d'inflation mensuel (octobre et novembre 2021) reste de loin supérieur à celui enregistré chez nos principaux partenaires commerciaux (États-Unis: 0,85 % et République dominicaine: 0,86 %).

Un fonds de garantie partielle pour les femmes

C'est au terme du forum des entrepreneurs, qui s'est déroulé du 1er au 3 février 2022 à l'hôtel Karibe que la Banque de la République d'Haïti (BRH) a lancé un fonds de garantie partielle en faveur des femmes entrepreneures. En effet, ce fonds de garantie est destiné à faciliter l'accès au crédit à 4000 entreprises dirigées par des femmes. Il devrait être constitué d'une enveloppe de 10 millions de dollars américains et sa gestion sera confiée au Fonds de développement industriel (FDI). La banque centrale a déjà mobilisé des ressources en gourdes équivalentes à 500 000 dollars américains pour alimenter ce fonds. Ainsi, un appel à contribution a été lancé par le gouverneur de la BRH Jean Baden Dubois aux partenaires qui soutiennent le renforcement de capacité et l'autonomisation financière des femmes.

Préparer les jeunes à intégrer le marché du travail

Le professeur Joseph Harold Pierre, expert en économie et politique de l'Amérique latine, a animé le vendredi 28 janvier 2022 un atelier de formation au profit des étudiants finissants de la faculté des sciences administratives de l'Université Notre-Dame d'Haïti (UNDH) au Cap-Haïtien sur les «techniques de rédaction de lettres de motivation et astuces d'entretien d'embauche». Il s'agissait pour l'universitaire de partager ses connaissances, mais surtout des expériences avec ces jeunes qui s'appêtent à intégrer le marché du travail haïtien. «90% de la force de travail du pays, estimé à 6 millions d'individus, est au chômage», selon Le National qui a fait écho des propos du professeur Joseph Harold Pierre. Même si les recrutements en Haïti ne se font pas généralement sur la base de la compétence, les jeunes qui cherchent un emploi sont parfois aussi très peu outillés. L'atelier avait pour objectif d'aider à remédier à ce mal.

Renforcer la reprise dans la région Amérique latine et Caraïbes

Deux ans après le début de la pandémie, l'année 2022 a commencé avec des signes encourageants de reprise économique après le pire ralentissement depuis plus d'un siècle. Mais les cicatrices de la crise sont encore visibles en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pour effacer ces cicatrices, il faudra du temps et des efforts. Le Vice-président de la Banque mondiale pour la région Amérique latine et

Caraïbes, Carlos Felipe Jaramillo, informe que la pauvreté et les inégalités ont augmenté. L'emploi n'a que partiellement repris. En raison des énormes efforts déployés pour atténuer les effets de la pandémie sur les secteurs les plus vulnérables, les gouvernements ont épuisé leurs réserves budgétaires alors que la dette et les déséquilibres macroéconomiques ont augmenté. La reprise avance en effet. Les dernières estimations indiquent que le PIB régional a augmenté de 6,7 % en 2021, dépassant les prévisions précédentes.

Autorisation de teinte : la DGI met en garde...

La Direction générale des impôts (DGI) informe le public et les contribuables en particulier, dans un avis en date du 16 février 2022, de la circulation de fausses autorisations de teinte de véhicule. «La DGI rappelle à tous que la mesure de suspension du droit de teinte par mémorandum en date du 3 mars 2021 du gouvernement est toujours d'application jusqu'à nouvel ordre. En conséquence, elle ne perçoit ni le droit de teinte ni ne délivre aucune autorisation généralement quelconque de teinte des véhicules», soutient la DGI. En plus de la dénonciation des fausses autorisations, l'organisme de perception des taxes a invité à la prudence. «La Direction générale des impôts exhorte le public et les contribuables à la vigilance et les met en garde contre les contrefaçons d'individus malintentionnés qui ne cherchent qu'à les extorquer».



PRESENTENT



SOMMET INTERNATIONAL de la Finance

Le plus grand rendez-vous annuel de la Finance en Haïti

25,26 ET 27 AVRIL 2022



12^{ème}
ÉDITION
AVRIL 2022

**FINANCER
LES MICRO, PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES EN HAÏTI (MPME)**

Retrouvez toutes les éditions de
DevHaiti sur
www.ahjedd.org
www.papyrushaiti.com
www.grouppcroissancehaiti.com

Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.